

**PRÉSIDENCE**

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

N° 385-2016/ARR/DENV

du : 09 MARS 2016

Haut-Commissariat de la République  
en Nouvelle-Calédonie

11 MAR. 2016

CONTRÔLE DE LEGALITE

**AMPLIATIONS**

Commissaire délégué	1
<b>DENV</b>	2
Intéressé	1
Mairie du Mont-Dore	1
JONC	1
Archives NC	1

**ARRÊTÉ**

portant modification de l'arrêté n° 2441-2014/ARR/DENV du 18 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques applicables à l'élevage de volailles de la Sarl Paddock Creek, sur la commune du Mont-Dore

**LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE LA PROVINCE SUD**

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 2441-2014/ARR/DENV du 18 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques applicables à l'élevage de volailles de la SARL PADDOCK CREEK, sur la commune du Mont-Dore ;

Vu le rapport de visite d'inspection du 10 avril 2015 ;

Vu le rapport n° 325-2016/ARR du 11 février 2016 ;

Considérant que l'exploitant a indiqué lors de la dernière visite d'inspection que ses bâtiments d'élevage n'étaient pas tous équipés de cages aménagées ;

Considérant qu'il convient de modifier l'article 2.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté d'autorisation susmentionné, afin de prendre en compte cette précision de l'exploitant ;

Considérant que la densité des animaux dans les bâtiments d'élevage est indiquée au dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

L'exploitant entendu,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Les dispositions de l'article 2.2 des prescriptions techniques de l'arrêté n° 2441-2014/ARR/DENV du 18 septembre 2014 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

*« L'élevage est pratiqué en cages aménagées dans deux bâtiments de poules pondeuses et en cages standards dans les deux autres bâtiments de poules pondeuses et dans les bâtiments de poulettes.*

*L'exploitant conduit son élevage conformément à son dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Tout changement dans le mode d'exploitation doit, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du président de l'assemblée de la province Sud.»*

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le commissaire délégué de la République, publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie et notifié à l'intéressé.

Le directeur de l'environnement

Jean-Marie LAFOND